



FEMMES EN GRÈVE DE LA FAIM À L' ÉGLISE DU BÉGUINAGE

Marie MEULEMAN

Bénévole féministe et membre du collectif d'écriture modesta

Cela fait presque cinq mois que 700 personnes occupent l'église du Béguinage, l'ULB et la VUB, pour une revendication commune : qu'on les considère, qu'on les regarde, qu'on les respecte comme des êtres humains, qu'on reconnaisse leurs droits. On connaît la chanson, ça fait des années qu'on l'entend mais ça fait des années que rien ne change. Février 2021, hommes et femmes sans-papiers commencent à occuper le Béguinage et le 23 mai, décident d'entamer une grève de la faim, véritable prise de pouvoir à l'intérieur d'un système qui les nie. Cette grève s'inscrit dans une filiation, elle n'est pas la première grève qu'accueille le Béguinage (2003, 2009, 2013), ni la première occupation politique, mais résulte des mêmes manquements de la gouvernance.

Comme sur les photos qu'on voit passer depuis quelques semaines, des allées de lits et de couvertures en doudounes tracent un labyrinthe dans l'église du Béguinage. Pas beaucoup de regards parce que beaucoup d'endormis, ceux que je croise sont hagards, vaguement souriants. C'est le 19^{ème} jour de grève, une transition difficile selon Hassan. Il y a eu beaucoup d'évanouissements et quelques allers-retours à l'hôpital. Je me demande combien d'inconnu-e-s passent dans ces couloirs de lits.

Les femmes sont isolées des hommes par des parois en carton. Pour l'intimité. Assia me dit que de ce côté-ci du carton, il n'y a pas de violences. Du côté des hommes par contre, le soir, il y a des cris. Des cris d'angoisse. Les jeunes surtout, « pètent les plombs ». L'enfermement, l'épuisement, l'incertitude provoquent des tensions palpables. Ce qui les inquiète, en plus de l'issue de leur lutte, c'est sa durée. Iels savent pourquoi iels sont là, pourquoi iels ne mangent pas, mais pas pour combien de temps. Plus généralement, cette incertitude temporelle pèse sur leur situation administrative et provoque des angoisses similaires.

Iels attendent, sans savoir quand et s'ils obtiendront la légalité, sur quels critères. Cette incertitude, ce temps qui s'étire est un ennemi intouchable et invisible, terriblement violent.

Sammy Mahdi, secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, est un opposant à la régularisation collective, qu'il faut convaincre. Il rétorque « la régularisation est une procédure d'exception et doit le rester » (*La Libre*), « du cas par cas », elle « est une érosion collective du droit à la protection internationale ». Pour être claire, accorder la régularisation aux personnes sans-papiers signifie les considérer comme des citoyen-ne-s. La protection internationale n'aurait pas lieu d'être si la citoyenneté n'était pas si exclusive. Ce dont il s'agit ici, c'est du protectionnisme national sous couvert de protection internationale. Alors qu'en définitive, ces gens ne bénéficient d'aucune protection. En réponse à la demande des grévistes d'obtenir une régularisation collective, le Secrétaire d'État désire au contraire « travailler sur leur avenir dans leur pays d'origine ». (bxl) Cette réponse, aberrante tant elle nie les volontés et besoins des individus, indigné Assia. Le « retour » que

le Secrétaire d'État nomme sans en mesurer les conséquences est inimaginable pour des personnes qui ont tout quitté et passé 5, 10, 20 années en Belgique. Certains des enfants des personnes sans-papiers sont nés ici, scolarisés ici, ont des ami-e-s, ont adopté la culture belge. Le « retour au pays » n'est pas un retour mais un déracinement, un arrachement. Ce que demandent les hommes et les femmes ici, par la grève, c'est l'obtention de droits fondamentaux, et plus concrètement, l'identification de critères nets et objectifs quant à la régularisation. Pour le moment, les « circonstances exceptionnelles » évoquées par Sammy Mehdi ne sont pas définies par la loi, elles ne renvoient à rien de réel. Ceux et celles qui introduisent une demande de régularisation ne savent pas pourquoi leur dossier est refusé, personne ne connaît les critères validant ou invalidant. Ainsi, deux personnes se trouvant dans des conditions semblables peuvent voir, l'une son dossier refusé, l'autre accepté. C'est le résultat du cas par cas invoqué par le Secrétaire d'État. À l'office des Étrangers, la place laissée à la subjectivité et à l'appréciation personnelle des employé-e-s administratif-ve-s est dénoncée par les

militant·e·s. C'est un espace dangereux où risquent d'émerger des attitudes en contradiction avec la démocratie. Pour le suivi et le jugement des régularisations, iels appellent à sortir d'une enceinte opaque et déshumanisée.

L'absence de transparence empêche les personnes sans-papiers de construire des dossiers complets et de mettre des choses en place dans leur quotidien afin de se donner le maximum de chances d'être accepté à l'Office des Étrangers. La manière dont le système est construit en Belgique, la lenteur de l'administration et les procédures abscones conduisent les personnes en séjour irrégulier à des situations complètement hallucinantes où celles-ci vivent depuis des années en Belgique, au travail, mais sans aucun droit. Assia insiste sur ce point, ça lui tient terriblement à cœur, à elle et aux autres femmes du Béguinage. Elles sont, avant tout, des travailleuses. Le plus souvent, elles acceptent des jobs que personne ne veut faire, où elles risquent d'être sous-payées (l'une d'elles travaille pour 3€ de l'heure), des jobs aux horaires impossibles, loin de leurs formations de base (au Béguinage elles sont pâtis-

sières, diplomates, infirmières...), sans aucune perspective d'avenir, sans cotiser pour leur retraite. Ces conditions se rapprochent plus de celles de l'esclavage que du travail. Ajoutées à ces conditions insoutenables et insécurisantes, les femmes sans-papiers employées risquent de subir abus et violences sexistes et sexuelles. Il y a quelques semaines, une jeune femme brésilienne est décédée à l'hôpital des complications liées aux viols à répétition qu'elle a subis. Les femmes qui subissent des agressions, violences, abus sexuels n'ont rien en main pour se protéger. Le risque qu'elles courent en allant porter plainte est beaucoup trop élevé ; aucune d'elles ne veut se retrouver en centre fermé. En effet, dans un poste de police, « on rentre victime et on sort détenue ». Pourtant, la Belgique a signé la Convention d'Istanbul (2011) sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Dans le cadre d'une plainte, les militante·s demandent à ce que le statut de victime l'emporte sur celui de clandestine. Et que jamais une femme venant porter plainte pour violences ne se fasse arrêter. Les femmes sans-papiers réclament une protection

accrue, tenant compte de leur vulnérabilité. Car dans les faits, la Belgique n'applique pas la Convention d'Istanbul. Sammy Mahdi évoque un « accord oral » avec les commissariats, qui s'engagent à ne pas entamer de procédure d'enfermement. Concrètement, rares sont celles qui prennent le risque de s'y rendre et elles sont nombreuses à avoir subi un séjour en centre fermé suite à une plainte. Un espace flou, une zone grise dangereuse est laissée au corps policier, zone qu'il convient d'évacuer. Confrontées aux violences sexuelles sur leur lieu de travail, ces femmes sont dans l'impossibilité de le quitter. Car il est trop difficile de trouver un emploi dans les conditions qui sont les leurs, alors qu'elles doivent subvenir à leurs besoins et souvent à ceux de leur famille – logement, nourriture, frais médicaux non-remboursés, transports... Assia lutte pour affirmer ses convictions, ses volontés et ses besoins mais aussi pour défendre ceux de son fils. Il est scolarisé mais ne peut pas partir en voyage scolaire avec les autres élèves, car il n'a pas le droit de quitter le territoire. Et une fois sa majorité atteinte, il n'aura plus le droit d'aller à l'école et

© Fabienne Pennewaert



donc aucun accès aux études supérieures. Pourtant c'est une des raisons qui ont mené Assia à quitter l'Algérie. Que son fils ait plus de possibilités d'avenir. Les hommes et les femmes en situation irrégulière sont confronté·e·s aux impératifs de la vie, mais ces dernière·s n'ont pas les mêmes clés en main. Il faut que l'État réalise à quel point le travail illégal est un danger et enfreint les droits humains.

Les femmes qui grèvent au Béguinage, et les autres qui ne sont pas là mais pour qui elles luttent, ces femmes ont fui les guerres, les violences d'État, d'une famille ou d'un homme, la précarité. Elles subissent de plein fouet les conséquences du capitalisme et du néocolonialisme qui imposent une division inégale du travail, de la mobilité et de la participation à la démocratie. Elles ont quitté leur pays d'origine pour continuer leurs études, pour pouvoir participer à la vie politique et citoyenne, pour donner à leurs enfants plus de possibilités d'avenir, ou simplement pour avoir une vie décente. Elles se retrouvent perdantes de part et d'autre. Coincées entre deux feux, à n'avoir de droits nul part. Tout cela est résumé par Assia : « Nous voulons travailler légalement, cotiser pour notre pension. Rester dans la Belgique qu'on a adoptée et dans laquelle on a construit une vie. » Elles luttent aujourd'hui, elles font cette grève de la faim qu'on dirait surgie d'un autre siècle, pour revendiquer

© Fabienne Pennewaert



© Fabienne Pennewaert

leurs droits fondamentaux. La grève de la faim, affirme Assia, ça n'a rien à voir avec la mort. C'est tellement vivant de refuser de se nourrir parce qu'elles en ont marre de survivre. Parce que c'est précieux la vie, qu'elle me lance. Et la grève, c'est une conviction plus qu'une action. C'est une croyance pure et intransigeante que la vie vaut la peine d'être défendue. Que ça vaut le coup de lutter pour une existence plus juste et plus digne. Elles ont essayé les manifestations, les discours, elles ont parlé, parlementé, ce sont entretenues avec Sammy Mahdi. Rien ne bouge. Depuis des années, rien ne bouge.

Assia dit que les femmes sont plus fortes que les hommes. Elle parle de leur courage, de leur force, de leur résistance au stress et à l'anxiété que suscitent la grève et leur statut administratif. Elles

ont cette force car elles n'ont pas le choix, personne, sinon elles, ne les tiendra debout. Elles sont résilientes et rieuses. Elles continuent de se raconter leurs vies, les anecdotes du quotidien, elles s'échangent vêtements et techniques de coiffure, partagent le thé. Le rire ne déserte pas ce coin du Béguinage. Je sens qu'Assia admire les femmes qui l'entourent, toutes différentes qu'elles soient. L'une d'elle, Leila, est arrivée timide et réservée. En quelques jours, grâce aux discussions avec les autres, elle a pris de l'assurance, elle prend la parole en groupe et commence même à s'adresser aux médias malgré la barrière de la langue. Dans ce groupe de femmes, sont nées une solidarité et une complicité qui les font grandir et se renforcer malgré la difficulté, l'absurdité, la cruauté et l'injustice de leur lutte. ■



© Fabienne Pennewaert

